



HAL
open science

Darfour : un Munich tropical

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Darfour : un Munich tropical. Politique internationale, 2007, 4è trimestre (117), pp.145-171. halshs-00377096

HAL Id: halshs-00377096

<https://shs.hal.science/halshs-00377096>

Submitted on 20 Apr 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

-----*Marc Lavergne**

DARFOUR : UN MUNICH TROPICAL

* Directeur de recherche au CNRS, membre du Groupe de Recherche et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO) à l'Université Lyon-II.

Marc Lavergne, géographe et politologue, qui a dirigé le centre de coopération scientifique et technique franco-soudanais à l'Université de Khartoum de 1982 à 1988, s'est rendu pour la première fois au Darfour à l'occasion de la famine de 1985. Après avoir participé comme conseiller politique et juridique de la « Joint Military Commission » à la mise en place du cessez-le-feu dans les monts Nouba en 2002, il est retourné au Darfour en 2004 comme consultant pour Médecins sans frontières, puis en 2006 comme coordinateur du groupe d'experts du Comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU pour le Soudan. Auteur, entre autres publications, de : *Le Soudan contemporain*, Karthala, 1989.

La crise du Darfour n'en finit pas de revenir à la une des médias : exactions commises sur le terrain à l'encontre des ONG occidentales, rebondissements surprise des « initiatives » de l'ONU ou de tel gouvernement occidental, vote de résolutions du Conseil de Sécurité qui s'empilent sans être suivies d'effet, manifestations à grand spectacle montées par des lobbies qui schématisent à l'envi une situation incomprise où ils transposent leur propre guerre.... Le Darfour est devenu une « cause » aux facettes multiples, ce qui ne facilite ni la compréhension ni le règlement du problème : facettes humanitaire, mais aussi politique et médiatique, qui offrent des occasions appréciées de « tourisme humanitaire » aux responsables politiques ou à des « consciences » émanant de l'intelligentsia *people* ou du *show biz*.

Cinq ans après le déclenchement de la crise, il n'est sans doute pas inutile de tenter de mettre de l'ordre dans cette confusion en rappelant tout d'abord la nature des événements écoulés et leur déroulement.

Le Darfour est une région¹ de 400 000 km² de l'Ouest du Soudan, frontalière du Tchad,

¹ Le Darfour, ancien sultanat connu depuis le début du XVII^e siècle, et anéanti par l'occupation britannique en 1916, est désormais divisé en trois provinces (wilayat) du Nord, de l'Ouest et du Sud, censés être des états fédérés au sein de l'ensemble national qui constitue une fédération en réalité hypercentralisée, où les gouverneurs représentent le pouvoir central. Sa réunification est une des revendications des rebelles, qui voient dans ce démembrement une manœuvre du pouvoir central pour réduire le poids de l'ethnie dominante, les Four,

depuis le désert du Sahara jusqu'aux savanes arborées du Bahr el-Ghazal, qui appartient au Sud Soudan majoritairement animiste. L'isolement du Darfour à plus de 1000 km de la capitale, sans guère de moyens d'accès et son histoire propre de royaume caravanier du Sahel expliquent le fort sentiment d'identité qui lie entre eux tous ses habitants aujourd'hui déchirés.

Une région pauvre non pas par manque de ressources, mais par la négligence des pouvoirs centraux successifs² : la population vit de l'agriculture et de l'élevage, surtout chamelier au Nord et bovin au Sud, avec dans la partie médiane une prédominance de la culture du mil. Mais le Darfour recèle des ressources non négligeables : au centre s'élève un massif volcanique qui culmine à 3000 m d'altitude et en fait un château d'eau pour toute la région. Encore eut-il fallu que les pouvoirs publics, aux mains des tribus arabisées de la vallée du Nil, s'y intéressassent. Au lieu de cela, elles laissent se creuser depuis l'indépendance en 1956, dans la foulée des colonisateurs britanniques, un déséquilibre entre ressources et démographie³. Nomades et sédentaires, dont les activités sont complémentaires et indissociables, sont de plus en plus en compétition pour l'accès à la terre et à l'eau, depuis les années 80, marquées par une famine meurtrière en 1984-85⁴. Cette famine a provoqué la sédentarisation de nombreux groupes nomades, et engendré la coalescence des conflits locaux en une première guerre du Darfour : de 1987-1989, les milices d'autodéfense villageoises Four affrontent une alliance de tribus arabes, le « mou'tamar el-'arabi ». Le gouvernement soudanais prend dès cette époque lors des conférences de réconciliation successives, le parti des groupes qui se reconnaissent (ou s'inventent) une filiation arabe⁵.

En désespoir de cause, et alors que les agressions de groupes nomades se tournent vers l'ensemble des groupes sédentaires, mais aussi vers des groupes nomades non-arabes comme les Zaghawa, des intellectuels issus de ces communautés commencent à organiser la résistance, tout en s'efforçant de faire entendre raison aux dirigeants islamistes parvenus au pouvoir en juin 1989 à Khartoum par un coup d'Etat militaire⁶. Parmi les jeunes leaders de

au niveau régional.

2 Marc Lavergne, « L'analyse géographique d'une guerre civile en milieu sahélien », *Afrique contemporaine*, n° 214, deuxième trimestre, pp. 129-163.

3 La population est passée de 300 000 au début du XX^e siècle à plus de 6 millions aujourd'hui.

4 Voir Alex de Waal : « Famine that kills », pour une analyse non-conformiste de cette famine, faite par un observateur compétent.

5 Sur cette période de montée du conflit, voir Shérif Harir : « Arab Belt versus African Belt. Ethno-political Conflict in Dar Fur and the Regional Cultural factors » in Sharif Harir and Terje Tvedt (ed) : « Short-Cut to Decay : The Case of Sudan », Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1994. L'auteur, anthropologue de formation, est aujourd'hui l'un des leaders de la rébellion armée, aux côtés des commandants hostiles à la tutelle d'Abdelwahid Mohamed Nour.

6 Voir Gérard Prunier, *Darfour : un génocide ambigu*, La Table ronde, 2005.

cette mobilisation, un jeune étudiant en droit de l'Université de Khartoum, Abdelwahid Mohamed Nour fonde le Mouvement de Libération du Darfour (MLD)⁷. Mais leurs efforts pour obtenir la fin des exactions des groupes arabes demeurent vains : pour le régime, le Darfour est loin, et les revendications exprimées par les militants du MLD paraissent trop semblables à celles du SPLM sudiste pour ne pas y voir une menace de collusion contre ses intérêts. Peut-être voit-il dans cette mobilisation la main des Américains, à l'œuvre pour déstabiliser le régime⁸, et soupçonnés de vouloir démembrer le pays. Lorsque la décision est prise en février 2002 de lancer la lutte armée, avec l'attaque de la ville de Gulu sur les contreforts méridionaux du jebel Marra, la rébellion compte tout au plus quelques milliers d'hommes, pour la plupart de très jeunes paysans encadrés par d'anciens soldats ou sous-officiers de l'armée d'origine darfourienne. Ces troupes se sont depuis lors gonflées des jeunes dont les familles ont été victimes de la contre-offensive gouvernementale, et qui ne peuvent rejoindre les camps où la vie de tous les hommes est en danger. Mais ces troupes n'ont pas de formation, peu d'équipement et d'armes, et dépendent avant tout de leur commandant local, souvent l'un d'entre eux ayant manifesté des capacités de chef. Faute d'un commandement militaire et politique ferme et en mesure de leur apporter un soutien logistique, elles ont aujourd'hui pris leur autonomie et circonscrit leur champ d'action à la défense des villages. La légitimité aux yeux de la population et en premier lieu des déplacés des camps fait défaut à ces groupes éparpillés et à leurs jeunes commandants. Le seul chef reconnu au-delà de son cercle ethnique est Abdelwahid Mohamed Nour, qui recueille là le fruit de ses années passées à parcourir le Darfour et à nouer des relations dans tous les groupes. Mais il a choisi l'exil et ne dispose pas de moyens financiers ni de soutiens extérieurs pour peser à ce stade dans la balance.

Tout autre est le profil de l'autre groupe rebelle qui participe au lancement de la lutte armée, le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) : si le Mouvement de Libération du Soudan (MLS) d'Abdelwahid Mohamed Nour est laïque et calque son projet sur celui du Sudan People's Liberation Movement (SPLM) du Dr John Garang, c'est-à-dire sur la vision d'un Soudan uni dans le respect des différences culturelles et religieuses⁹, le MJE du Dr Khalil Ibrahim est lui, d'inspiration islamiste. Médecin, ce leader est en effet un ancien cadre du Front National Islamique, et il a occupé durant les années 90 différentes fonctions dans des

7 qui deviendra en 2003, lors du lancement de la lutte armée, le Mouvement de Libération du Soudan (MLS) pour marquer la dimension nationale, et non pas régionaliste ou sécessionniste, de son combat.

8 En août 1998, une usine pharmaceutique de Khartoum, soupçonnée de servir à la fabrication d'armes chimiques, est détruite par des missiles américains, en rétorsion contre les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam.

9 Voir l'entretien avec Abdelwahid Mohamed Nour dans ce même numéro.

ministères régionaux et dans les services de renseignement du régime issu du coup d'Etat de juin 1989. Pour lui comme pour de nombreux cadres issus des régions périphériques du pays, la mise à l'écart en 1999 du Dr Hassan el-Tourabi, fondateur du mouvement islamiste et mentor du régime, a mis fin aux espoirs de promotion interne. Face à la doctrine tourabienne d'élargissement de la base sociale et ethnique du système politique soudanais au-delà de la vallée du Nil, la victoire, derrière le général Omer el-Béchr, de la faction menée par Ali Osman Mohamed Taha, aujourd'hui 2^{ème} vice-président, a symbolisé le repli du régime sur une base identitaire arabo-musulmane revendiquée par les tribus de la vallée du Nil comme justifiant leur monopole sur le pouvoir et l'économie. Le projet du MJE est donc d'envergure nationale¹⁰, mais la refonte qu'il envisage repose sur une dimension islamiste qu'il a du mal à masquer. Le MJE ne manque pas de moyens financiers, grâce aux fonds du Congrès National Populaire de Hassan el-Tourabi, et à l'aide du Tchad. La base ethnique du mouvement est en effet celle des Zaghawa Kobé, un clan à cheval sur la frontière entre les deux pays, et dont nombre de ressortissants occupent des fonctions éminentes dans l'armée tchadienne et dans l'entourage du président Idriss Déby¹¹. Le MJE, marginal au sein de la population du Darfour, n'en compte pas moins pour ce qu'il représente à l'échelle nationale, c'est-à-dire une organisation vouée à la chute du régime de Khartoum, et pour les capacités militaires dont il dispose, en combattants aguerris et en armes modernes.

Ces deux mouvements qui opèrent le premier dans le bastion du jebel Marra, le second à la frontière tchado-soudanaise et aux confins désertiques du Nord, nouent une alliance de circonstance en février 2003 et parviennent à s'emparer de postes de police, puis de localités isolées, d'abord dans le jebel Marra, puis au Nord-Darfour. Le gouvernement est pris en défaut. L'armée nationale compte certes plus de 150 000 hommes, mais elle est pour l'essentiel cantonnée au Sud, où elle assiste avec soulagement aux négociations entreprises par le gouvernement et les rebelles du SPLM¹². Et elle n'est pas encline à s'engager dans une nouvelle guerre, après vingt ans de combats très éprouvants au Sud-Soudan. D'autant que pour les officiers, le Darfour ne semble pas offrir de possibilités de prédation du même type que celles mises en place au Sud, et que la troupe est elle-même originaire de régions marginalisées comparables au Darfour. Et que le Darfour appartient au Nord, au *dar el-islam*, et que cette nouvelle guerre appelle à leurs yeux un règlement politique plutôt que la

10 Entretien avec le Dr Khalil Ibrahim, 27 avril 2005.

11 auquel le Dr Khalil Ibrahim, descendant des sultans de Tiné, est apparenté

12 Le 22 juillet 2002 a été signé le protocole de Machakos, au Kenya, qui fixe le cadre des négociations thématiques qui aboutiront le 9 janvier 2005 à Naivasha à un Comprehensive Peace Agreement (CPA), chaperonné par la diplomate américaine.

répression aveugle qui paraissait licite au Sud ou dans les monts Nouba. Les garnisons du Darfour ne se défendent donc que mollement et rechignent à s'engager dans la chasse aux rebelles. Ceux-ci sont maîtres du terrain, très mobiles grâce à leurs « technicals » dont le mode d'emploi est emprunté aux rebelles tchadiens des années 80¹³. Le gouvernement a donc recours à l'articulation éprouvée de l'aviation (bombardiers Antonov et hélicoptères de combat) et de milices tribales opérant au sol. La cible de cette contre-insurrection qui se déclenche à partir de juin 2003 est prioritairement, la population civile. Le résultat sera dévastateur : les attaques surprise de villages menées par les *janjawid*¹⁴ procèdent selon un plan d'ensemble élaboré par les services de sécurité militaire, qui gèrent ces mercenaires d'un genre particulier ; ils jouissent d'une grande liberté d'action, agissant en toute impunité et en faisant souvent passer leurs propres objectifs avant ceux qui sont assignés :

- de juin à septembre 2003, les opérations visent à isoler les deux bastions de la rébellion, le jebel Marra d'un côté et le Nord de l'autre, en « nettoyant » le pays Tounjour (régions de Kutum, Korma et des montagnes du Dar Fournoung)¹⁵. Il s'agit également de dégager l'axe stratégique El-Facher-El-Geneina et le long de la frontière tchadienne d'où proviennent armes et combattants. A partir d'août 2003, les *janjawid* dévastent également les villages situés au sud de l'axe El-Geneina-Nyala ;
- D'octobre 2003 à mars 2004, les pays Massalit et Four, aux terroirs fertiles et densément peuplés, le premier autour d'El-Geneina, la capitale du Darfour occidental et le second sur les piémonts du jebel Marra, voient leurs villages méthodiquement pillés et anéantis. Après une nouvelle campagne de destruction au nord, **en pays Zaghawa** à partir de décembre 2003, le général Omer el-Béchéir, chef de l'Etat, décrète la fin des opérations militaires le 9 février 2004. Les Nations-Unies estiment alors à 1 million le nombre de personnes déplacées, et à 110 000 le nombre de réfugiés au Tchad.
- A partir de mars-avril 2004, la répression embrase l'Est et le Sud du Darfour où une partie de la rébellion s'est repliée, le long de l'axe Nyala-El-Facher et le long de la route de Nyala à El-Daeïn vers le sud-est. D'avril à octobre 2004, la population déplacée passe à 1, 6 million et le nombre de réfugiés se stabilise à 200 000.
- Deux accords de cessez-le-feu, signés l'un à Abéché le 3 septembre 2003, l'autre à

13 4x4 Toyota équipés de mitrailleuses et capables de déplacer des groupes de combattants à grande vitesse, pour des attaques ciblées, fondant à l'improviste sur des garnisons ou des convois, avant de disparaître dans la nature.

14 milices recrutées pour l'essentiel dans les tribus chamelières des marges désertiques du nord, mues par l'appât du butin et l'espoir de se voir attribuer les terres fertiles et bien arrosées de leurs victimes sédentaires.

15 Jérôme Tubiana, communication personnelle.

Ndjamena le 8 avril 2004, permettent l'arrivée d'aide humanitaire et le déploiement à partir d'août 2004 des observateurs de l'Union Africaine chargés de surveiller l'application de l'accord de Ndjamena¹⁶.

- L'intensité des violences engendrées par des opérations massives se réduit cependant à partir de l'automne 2004, avec le déploiement des Casques blancs de la Mission de l'Union Africaine au Soudan (MUAS) sur l'ensemble du territoire, et l'arrivée d'agences humanitaires autorisées à secourir les déplacés, qui sont regroupés dans des camps aux abords des grandes villes et le long des principaux axes routiers. Après la signature de l'accord de Naivasha en janvier 2005, les partisans de « l'ouverture » semblent en effet avoir le vent en poupe à Khartoum. L'ONU et l'Union Africaine, paravents des implications américaine et européenne, poussent à l'ouverture de négociations entre le gouvernement soudanais et les deux groupes rebelles du Darfour, à Abuja, au Nigéria. Celles-ci seront marquées par d'intenses pressions de la part des « facilitateurs » américains, onusiens et africains, pour faire accepter aux groupes rebelles un texte qui ne les satisfait pas : il ne prévoit pas de compensations suffisantes à leurs yeux pour les pertes en vies humaines et les dommages subis, n'affirme pas la responsabilité du régime de Khartoum dans ce désastre, et ne prévoit pas de garanties fiables de l'application de l'accord par le gouvernement en ce qui concerne le retour des déplacés dans leurs villages et le désarmement des *janjawid* ; deux questions indissolublement liées et sur lesquelles les engagements de Khartoum, venant après beaucoup d'autres non tenus, sont peu crédibles. Les négociations durent près d'un an fertile en rebondissements et en ruptures. En juillet 2005, le leader du SPLM, le colonel John Garang disparaît dans un accident d'hélicoptère peu après son retour triomphal à Khartoum, et la faction dure du régime en profite pour reprendre le dessus ; elle écarte toute idée de concession aux rebelles, envoyant un représentant connu pour sa brutalité, Majzoub el-Khalifa, représenter le gouvernement à la table des négociations. Le MLS se divise en deux camps, l'un dirigé par Abdelwahid Mohamed Nour, hostile à l'accord, l'autre par Minni Arkou Minawi, initialement secrétaire d'Abdelwahid Mohamed Nour, qu'il a tenté de déposer à la conférence de

16 Cette chronologie est tirée de la « Revue critique des opérations MSF-France au Darfour (Soudan), octobre 2003-octobre 2004 », Les cahiers du CRASH, document interne à l'association Médecins Sans Frontières, très éclairant sur les attitudes des différents protagonistes, politiques et humanitaires, durant cette année cruciale du conflit, ainsi que sur la réalité de la situation militaire et humanitaire, obtenue par recoupement de nombreuses sources (auteurs Dr C. Danet, S. Delaunay, Dr. E. Depoortere et F. Weissman) ; lire aussi sur cette période un des premiers articles informés sur la situation, Jean-Louis Péninou : « Désolation au Darfour », Monde diplomatique, mai 2004 et le dossier de Roland Marchal : « Le Soudan d'un conflit à l'autre », Etudes du CERI, juin 2004.

Haskanita en novembre 2005. L'accord de paix d'Abuja n'est finalement signé, le 5 mai 2006, que par Minni Minawi. Malgré la satisfaction affichée par le gouvernement soudanais et par les promoteurs internationaux de l'accord¹⁷, celui-ci est conspué par la population déplacée dans les camps ; une fois constaté son échec, le gouvernement se lance à la recherche d'une solution militaire, à l'automne 2006. Mais les offensives lancées en direction des bases rebelles au Nord échouent piteusement, malgré le soutien apporté par les combattants ralliés à Minni Arkou Minawi, devenu « Senior Assistant » de la Présidence¹⁸. Les *janjawid* sont alors lancés au premier trimestre 2007 à l'assaut du « grand Sud », jusqu'à présent épargné. 250 000 nouveaux déplacés affluent vers les camps proches de Nyala, portant leur nombre total à plus de 2 millions. D'autres groupes de *janjawid*¹⁹ sont lancés à l'assaut des camps de réfugiés et des villageois du Tchad voisin, où la situation sécuritaire et humanitaire est catastrophique, sous l'effet des combats que s'y livrent les Forces Armées Tchadiennes et groupes rebelles tchadiens soutenus par Khartoum.

- A ce paysage chaotique, il faut désormais ajouter des combats meurtriers entre tribus arabes, comme l'attaque perpétrée par les nomades Rizeiqat Abbala contre les Terjem à proximité de Zelingei au Sud-Darfour, et l'entrée en scène de groupes armés arabes, parfois d'anciens *janjawid*, qui se joignent à la rébellion, ayant pris conscience de la manipulation dont ils ont été l'objet de la part du gouvernement central, et de leurs intérêts communs avec les rebelles.

Les nouvelles négociations de paix entre des groupes rebelles du Darfour et le gouvernement soudanais, engagées le 27 octobre à Syrte, en Libye, sous les auspices conjoints de l'ONU et de l'Union Africaine, manifestent l'échec d'Abuja. Mais leurs parrains internationaux refusent encore de reconnaître leur responsabilité dans cet échec, et on peut se demander si cette nouvelle tentative a plus de chances de réussir que la précédente, faute d'en avoir tiré les leçons.

Une crise enlisée dans le chaos

17 Minni Minawi est reçu à la Maison Blanche par le Président Bush quelques jours après la conclusion de l'accord.

18 L'échec de ces offensives démontre non pas tant la capacité offensive des rebelles, que le manque de motivation des troupes gouvernementales, qui se rendent pratiquement sans combattre. Cette constatation faite par Jan Pronk, représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour le Soudan, lui vaudra d'être expulsé par le gouvernement soudanais.

19 Le gouvernement aurait fait venir des groupes de nomades arabes non plus seulement du Tchad, mais également du Niger, pour remplacer les *janjawid* locaux intégrés progressivement dans les forces supplétives de l'armée.

Pas un habitant du Darfour n'a pu échapper, d'une manière directe ou indirecte aux dévastations provoquées par la contre-insurrection gouvernementale : plus du tiers de la population est déplacée dans les camps ou dans des villages voisins épargnés; mais leurs hôtes subissent le poids de la solidarité ; les habitants des zones rebelles sont coupés du monde et tentent de survivre en autarcie, sous la menace des attaques et des bombardements ; les nomades ont perdu leurs marchés, les échanges vitaux qu'ils effectuaient avec les communautés villageoises qui leur fournissaient le mil ; l'économie urbaine, qui fonctionnait en symbiose avec les campagnes, est au point mort.

Les victimes sont officiellement évaluées à 200 000 ; mais il ne s'agit que des décès lors des attaques ou des transferts vers les camps. La surmortalité due à la malnutrition et aux maladies, porte sans doute à doubler ce chiffre. Sans évoquer la déstructuration de la société provoquée par la perte des proches, par l'humiliation des viols perpétrés de préférence en public ou devant la famille...

L'aviation continue de bombarder les villages et les *janjawid* de harceler la population civile. Dans les camps de déplacés eux-mêmes, désertés la nuit par les acteurs humanitaires et où les patrouilles de la MUAS ne pénètrent pas, harcèlement et violations des droits de l'homme sont le lot quotidien. Les grands axes routiers sont sous le contrôle de bandes de pillards, anciens *janjawid*, rebelles tchadiens ou jeunes qui ont fui les camps. Les 7 000 soldats de la MUAS s'aventurent rarement en dehors de leurs cantonnements, à la fois par manque de moyens logistiques (carburant) et de motivation. Seules les grandes villes connaissent un gonflement impressionnant, avec l'afflux de déplacés et le boom d'activité créé par l'aide internationale et la présence de la MUAS.

Intensité de l'activité diplomatique

En dépit de cet enlisement, l'activité diplomatique, après un retard d'un an sur le début de la crise, retard qui a permis au gouvernement soudanais de mener à bien sa contre-offensive et de reprendre le contrôle militaire et politique de la région, n'a pas cessé depuis lors : un premier cessez-le-feu est signé le 3 septembre 2003 à Abéché, mais il est dénoncé fin décembre par le gouvernement. L'ONU et les Etats-Unis sont engagés dans les négociations de Naivasha, dont ces derniers espèrent qu'elles aboutiront avant le 20 janvier 2004, pour que le président Bush puisse se targuer de ce succès diplomatique dans son discours annuel sur l'état de l'Union. Les événements du Darfour sont donc perçus comme une péripétie

embarrassante à masquer autant que possible à l'opinion publique et aux organisations humanitaires. Ce n'est qu'à partir de mars 2004 que les agences humanitaires de l'ONU et le CICR découvrent la gravité de la situation. Le cessez-le-feu « humanitaire » signé le 8 avril 2004 à N'djamena n'est qu'une intervention a minima du Secrétaire Général des Nations-Unies et du Département d'Etat américain, après que des obstacles eurent repoussé la signature de l'accord de Naivasha. Il entraîne tout de même le déploiement, à partir d'août, 2004, de la MUAS avec un mandat restreint.

Entre le 30 juillet 2004 et le 31 juillet 2007, plus d'une dizaine de résolutions concernant le Darfour sont adoptées par le Conseil de Sécurité de l'ONU²⁰ ; elles visent toutes au retour à la paix civile, par le désarmement des *janjawid* et le retour des déplacés dans leurs foyers. Elles établissent des embargos sur les armes, des interdictions de survol aérien militaire et prévoient même des sanctions à l'égard des coupables d'atteintes aux droits de l'homme et des violateurs des cessez-le-feu antérieurs et des embargos et interdictions décrétés. Sanctions qui consistent notamment en un gel des avoirs financiers et en une interdiction de se rendre à l'étranger. Ces pressions internationales contraignent le gouvernement de Khartoum à prendre divers engagements : dès le 3 juillet 2004, il assure à Kofi Annan qu'il entend désarmer les *janjawid*... dans les 30 jours ! Le nouveau Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour le Soudan, Jan Pronk, signe le 5 août un plan d'action avec les autorités qui s'engagent en outre à protéger l'action humanitaire, à établir des tribunaux locaux chargés de juger les atrocités commises contre les civils, à respecter l'embargo sur les armes et les survols aériens offensifs, et même à engager des négociations politiques avec la rébellion. Les ONG jouissent en effet d'une assez large liberté de s'installer et d'opérer²¹ sur tout le territoire du Darfour, et l'ONU assure que 88 % des personnes ayant besoin d'assistance sont accessibles, grâce au maintien d'une sécurité relative et l'arrêt des grandes opérations des *janjawid* durant les pourparlers d'Abuja. Mais le gouvernement ne remplit aucun de ses engagements en ce qui concerne le désarmement des *janjawid* et le retour des déplacés dans leurs foyers, jouant la carte du découragement des civils et de la démoralisation des rebelles qu'il s'évertue à diviser. Ce qui explique le scepticisme de ceux-ci quant au respect à attendre des engagements pris à nouveau à Abuja, en l'absence de système crédible de garanties internationales.

Les groupes réfractaires à l'accord d'Abuja annoncent cependant leur désir de parvenir à un accord et s'engagent à continuer de respecter le cessez-le-feu en vigueur depuis avril 2004.

²⁰Résolutions 1556, 1564, 1574 en 2004 ; 1590, 1591, 1593 en 2005 ; 1663, 1665, 1672, 1679, 1706 en 2006 ; et 1769 en 2007.

²¹ De 36 en avril 2004, le nombre d'expatriés humanitaires passe à 891 en décembre 2004.

Mais les facilitateurs internationaux s'en tiennent à l'accord préparé, à prendre ou à laisser, tandis que le gouvernement se déclare fondé à chercher une solution militaire, assimilant les rebelles à des « terroristes ». Il va même jusqu'à prétendre participer en cela à la « *war on terror* » décrétée par le président Bush à l'échelle planétaire ! Il n'hésite dès lors plus à violer ouvertement l'embargo sur les armes, l'interdiction des bombardements aériens et les autres décisions contenues en particulier dans la résolution 1591 de mars 2005 du Conseil de Sécurité.

Le déploiement des Casques bleus, une solution miracle ?

L'ONU, sommée par les Etats-Unis de prouver sa capacité de rétablir la paix au Darfour²², après son refus de soutenir l'offensive américaine en Irak, propose pour sauver l'accord d'Abuja, d'envoyer une force de Casques bleus au Darfour ; mais Kofi Annan ajoute aussitôt ne rien envisager qui ne puisse recevoir l'aval du gouvernement soudanais, soutenu au Conseil de Sécurité par deux membres permanents, la Chine et la Russie, et par le représentant des pays arabes et ceux de certains pays africains. Le président Omer el-Béchar menace, en cas d'« invasion étrangère », de faire du Darfour un nouvel Irak²³. Khartoum, qui se satisfait de l'incapacité opérationnelle de la MUAS, accepte finalement d'accueillir une force « hybride » de 20 000 hommes composée pour l'essentiel de contingents africains avec un encadrement et un soutien logistique et financier de l'ONU (Résolution 1706 du 31 août 2006).

La confrontation avec la communauté internationale a provoqué des luttes au sein du pouvoir. Les partisans de la réinsertion du pays dans le concert des nations sous le signe de la prospérité pétrolière nouvelle (barons du régime, banquiers islamiques, spéculateurs, négociants et autres entrepreneurs de la nouvelle économie mondialisée) s'opposent aux tenants du repli sur des positions islamistes et arabistes (responsables de l'appareil sécuritaire, officiers supérieurs de l'armée et idéologues du parti). Le contrôle du Front National Islamique — la formation clandestine qui tient les rênes du pays sous couvert du Congrès National, son expression parlementaire — est l'enjeu du conflit. La crise du Darfour fournit aux « durs » l'occasion de reprendre la main en agitant l'épouvantail du démembrement du pays et de la sécession de ses régions les plus riches : le Darfour après le Sud, qui selon tous

22 Et soucieuse de ne pas renouveler l'expérience du Rwanda, dont on célèbre le 10^{ème} anniversaire en avril 2004

23 Depuis le 11 septembre 2001, le Soudan, qui a accueilli Oussama Ben Laden de 1992 à 1996, collabore pleinement avec la CIA dans la chasse aux membres d'Al-Qaïda et d'autres organisations islamistes de par le monde, naguère hébergés au Soudan. Mais le Soudan reste sur la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme et demeure sous embargo commercial américain depuis la tentative avortée d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak par des agents soudanais en 1995 à Addis-Abeba.

les pronostics, fera jouer son droit de faire sécession à l'issue du référendum prévu en 2011 par l'accord de Naivasha, et avant l'Est, où s'agitent les communautés Béja et Rachaida²⁴. Le président Omer el-Béchir en profite pour asseoir son autorité pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en juin 1989, grâce à l'appui de l'appareil répressif du régime et de l'armée. Durant l'été 2006, il neutralise le vice-président Ali Osman Mohamed Taha, chef de file des « réalistes »²⁵. Pour les islamistes au pouvoir, l'urgence est en effet désormais de s'assurer du contrôle des élections générales prévues par les accords de Naivasha, qui doivent se tenir à mi-chemin de la période transitoire de six ans entre 2005 et 2011 et menacent, si elles se déroulent librement, de signer la débâcle du régime. Et la présence de Casques Bleus originaires de pays démocratiques occidentaux au Darfour, qui viendraient s'ajouter aux 10 000 hommes de l'UNMIS déjà présents au Sud pour garantir l'application de l'accord de Naivasha, risquerait de rendre impossible le report ou le trucage de ces élections.

La résolution 1706 adoptée, le jeu de Khartoum va porter sur le contenu de cette force et sur son mandat : part et rôle de la composante onusienne d'une part et mandat ou non de protection de la population civile de l'autre. Finalement, ce n'est que le 31 juillet 2007 qu'un accord est entériné avec la résolution 1769 : la force comportera 26 000 hommes, intégrant les 7000 soldats déjà déployés de la MUAS. Elle sera, autant que possible, composée de soldats africains et, bien que placée sous le chapitre VII de la Charte, c'est-à-dire autorisée à faire usage de ses armes sans le consentement du pays hôte, on comprend à la satisfaction affichée par Khartoum que son fonctionnement ne différera pas sensiblement de celui de la MUAS.

En effet, la résolution parachève l'évolution entamée depuis Abuja : la communauté internationale ne cherche plus à assurer le retour des déplacés dans leurs foyers détruits, ni même à obtenir la mise hors d'état de nuire des *janjawid* ; elle se contente d'espérer le

24 Les Lions Libres des Rachaida et le Congrès Béja, réunis tactiquement dans le Front de l'Est, ont obtenu fin mai 2007, grâce à l'entremise de l'Erythrée, la satisfaction de leurs revendications d'une meilleure allocation des postes administratifs et des ressources en faveur de leur région déshéritée. Ce résultat a été acquis à l'issue d'une guérilla de basse intensité, mais inquiétante pour Khartoum, compte tenu de la localisation stratégique de la région Est, en bordure de la mer Rouge et des frontières érythréenne et éthiopienne

25 Longtemps simple point d'équilibre entre les différentes tendances au sein du pouvoir, le chef de l'Etat de disposait d'aucun pouvoir de décision autonome. Il était étroitement encadré par le vice-président Ali Osman Mohamed Taha, qui contrôlait le parti et avait le soutien des milieux d'affaires. L'accord de Naivasha est le résultat d'une négociation menée dans les derniers mois en tête à tête par John Garang et Ali Osman Mohamed Taha. Ceux-ci ont ainsi, avec le soutien déterminant des Américains, réussi à surmonter les préventions contre cet accord dans leurs camps respectifs. Mais l'ampleur des concessions consenties en matière de partage des ressources (en particulier du pétrole, partagé à égalité entre le Sud, où se trouvent la plupart des gisements, et le gouvernement central) et de partage du pouvoir au sein du gouvernement d'unité nationale (le poste de premier vice-président du Soudan étant attribué au président du SPLM, par ailleurs président de la région du Sud) ont soulevé des critiques de plus en plus vives au sein du mouvement islamiste contre Ali Osman Mohamed Taha, critiques accentuées après le décès (accidentel ?) de John Garang qui était son principal soutien du côté sudiste et même le principal garant de l'attachement à l'unité du pays pour l'opinion publique du Nord.

rétablissement d'un semblant d'ordre grâce au déploiement des Casques bleus²⁶, et des concessions de pure forme du régime en matière de partage du pouvoir et des ressources. Une exigence qui, pour Khartoum, ne va guère au-delà de la distribution de quelques postes honorifiques et de quelques prébendes à des chefs rebelles repentis ou ralliés...

Les buts de guerre de Khartoum

La brutalité de la contre-insurrection — qualifiée parfois de « génocide » — pose la question des buts de guerre de Khartoum. Que souhaite vraiment le gouvernement soudanais? Il est indispensable de le comprendre car ses objectifs déterminent largement les chances de parvenir à un règlement négocié. Plusieurs cas de figure sont envisageables.

Réaction panique...

Le gouvernement a peut-être réagi dans la panique, redoutant que la révolte du Darfour ne s'étende à d'autres régions ; peut-être a-t-il, aussi, voulu donner une correction au peuple du Darfour pour montrer à tous les citoyens soudanais qu'en dépit des concessions faites au SPLM à Naivasha, « charbonnier restait maître chez soi ». Un tel avertissement vaudrait également pour les Sudistes qui imagineraient pouvoir accéder à l'indépendance en 2011 ; ce serait, aussi, un signe fort envoyé à l'opposition politique laïque et démocratique nordiste, la démonstration que le régime n'envisage pas de partager un pouvoir conquis de haute lutte, surtout au moment où la production pétrolière²⁷ fait du Soudan un nouvel eldorado et lui promet un traitement complaisant de la part des pays occidentaux.

Une leçon sévère, certes. Mais qui ne relèverait pas d'un plan préétabli et n'exclurait pas une perspective de retour pour les déplacés, une fois la crise résorbée.

Certaines observations militent en faveur de cette interprétation, en particulier la surprise des autorités lors des succès initiaux des rebelles. Peut-être est-ce pour cette raison que les pays occidentaux et l'ONU — dont les représentants, installés dans leurs bureaux de Khartoum ou de Nairobi et renseignés en temps réel sur le déroulement des opérations par les images satellitaires et les écoutes des télécommunications, se trouvaient aux premières loges pour observer les massacres — se sont tus et ont même poursuivi leur dialogue avec les

26 qui devrait démarrer dès le mois d'octobre 2007, mais qui ne devrait pas être effectif avant mars 2008, voire avant un an, tant les difficultés d'ordre logistique, négligées jusqu'ici, commencent à apparaître dans leur ampleur.

27 La production, dont l'exportation a démarré en 1999, atteint déjà 500 000 barils/jour en 2007, et le gouvernement se fait fort d'atteindre un million barils/jour d'ici deux à trois ans.

initiateurs des carnages, dans le cadre des négociations de Naivasha²⁸ ?...

... ou plan préconçu ?

D'autres indices laissent à penser, au contraire, que le gouvernement a très vite résolu — s'il n'a pas saisi l'occasion de mettre en œuvre un plan déjà prêt — de vider certaines régions de leurs habitants pour les remplacer par d'autres occupants plus loyaux. Ceux-ci, pour l'essentiel les tribus chamelières arabophones, mais aussi des tribus d'éleveurs originaires du Tchad ou même du Niger, étaient en quête de terres où s'installer. Ces tribus ne s'étaient pas vues attribuer de territoires en propre par les colonisateurs britanniques et devaient donc demander des droits de passage ou de pâture aux occupants légitimes du sol, ce qui devenait de plus en plus problématique du fait de la croissance démographique et de la dégradation de l'écosystème. Les incidents saisonniers entre nomades et sédentaires donnaient lieu, on l'a vu, à des affrontements meurtriers — exacerbés par le fait que le conflit tchado-libyen déversait sur le Darfour des armes et des pillards.

D'autre part, l'installation de groupes loyaux permettrait au pouvoir de soumettre les peuples sédentaires qui tendent à se soulever contre la domination du pays par les tribus de la vallée du Nil. Le déracinement de ces groupes tribaux, numériquement majoritaires permettrait en les regroupant autour des centres urbains, de les assimiler par l'urbanisation et l'éducation — c'est-à-dire l'arabisation et une réislamisation qui extirperait leur allégeance à des confréries traditionnelles²⁹. Seul moyen à terme pour les détenteurs du pouvoir central de maintenir leur suprématie aujourd'hui contestée de tous cotés et de continuer à exploiter sans entraves ces régions qui recèlent les richesses naturelles du pays : les terres cultivables et le pétrole.

Un sol riche en ressources

Un potentiel agro-pastoral attractif

Contrairement à ce qu'en montrent les images de télévision qui ne filment que la désolation des camps de déplacés, le Darfour est une zone privilégiée du point de vue agro-

28 Les 25 septembre 2003 et 7 janvier 2004, alors que le Nord et l'Ouest Darfour sont à feu et à sang, le gouvernement soudanais et la SPLA signent deux protocoles cruciaux sur le volet militaire et le partage des ressources naturelles, avec la bénédiction des facilitateurs occidentaux. A aucun moment, les massacres perpétrés au Darfour ne sont évoqués.

29 Marc Lavergne : « Les transplantations forcées au Darfour : dernier avatar du peuplement soudanais ou nouveau mode de gestion du territoire ? », *L'information géographique*, vol. 71, mars 2007 ;

pastoral. Faute d'un réseau de communications, de circuits de commercialisation et d'industries agro-alimentaires, ce potentiel est sous-exploité, et au seul profit des négociants de la vallée du Nil qui importent le bétail et les denrées à vil prix. Mais à la différence de ce qui s'est déroulé dans les autres régions du Soudan central, les paysans du Darfour ont pu conserver la maîtrise de leurs terroirs, grâce à leur éloignement du centre, à la cohésion de leurs groupes ethniques et au système foncier hérité de l'époque du sultanat³⁰. Pour les dignitaires du régime de Khartoum, souvent à la tête de fermes mécanisées de plusieurs dizaines de milliers d'hectares qui produisent céréales et protéagineux pour l'exportation, comme pour les firmes d'agrobusiness financées par les banques islamiques, le Darfour est une terre promise. Le nettoyage ethnique actuel est un prélude bienvenu à leur mainmise sur ces terres — qui seraient cultivées demain, comme c'est le cas aujourd'hui du Nil Bleu au Kordofan, par leurs anciens propriétaires réduits à une condition servile. Quant aux *janjawid* démobilisés, ils seraient maintenus dans leur fonction de gardiens de ces grands domaines...

Le pétrole au second plan

Quant au pétrole, il n'était certainement pas la cause première du conflit, même s'il permet au régime de s'équiper en armements et d'attirer les entreprises occidentales en quête de contrats — et, donc, de calmer les vellétés guerrières des chancelleries occidentales. De fait, des concessions ont été attribuées à des consortiums dans le Sud de la région, mais seul un petit gisement, Abu Gabra, à la lisière du Kordofan, est exploité à ce jour. Ce n'est que depuis le début de 2007 que cette partie de la région, fertile mais peu peuplée pour cause d'insalubrité, est la proie des *janjawid* — signe, sans doute, d'une course contre la montre de Khartoum visant à « nettoyer » cette zone avant la fin programmée des hostilités.

Ces buts de guerre, où se mêlent intérêts politiques et économiques, permettent de comprendre la tournure prise par le conflit et la difficulté à parvenir à un règlement négocié qui prendrait en compte revendications de la population.

Le gouvernement soudanais, premier bénéficiaire de l'intervention internationale

Le gouvernement soudanais a, comme à son habitude, joué tout au long de cette crise un jeu très habile. Une fois la première vague de massacres et de destructions achevée en mars 2004,

³⁰ Jérôme Tubiana, « Darfour : résoudre la question de la terre pour sortir de la guerre », *Rapport d'étude de l'ONG Action contre la faim*, janvier 2006.

sous le regard passif de l'Occident, il a accepté un cessez-le-feu humanitaire et laissé opérer avec une bienveillance étonnante près d'une centaine d'ONG étrangères. Ce sont aujourd'hui près de 14 000 agents humanitaires qui s'affairent sur le terrain et assurent aux déplacés l'accès aux soins, à la nourriture³¹ et à l'eau potable, voire même à l'éducation et à des services sociaux inconnus auparavant. Cessez-le-feu plus action humanitaire lui ont permis de gagner du temps et de stabiliser la masse des déplacés d'une manière favorable à ses intérêts. Pour être accessibles plus aisément par les secours, les déplacés ont, en effet, été parqués autour des grandes villes ou sur les grands axes, à proximité des aéroports, dans des camps de plusieurs dizaines, voire de plus d'une centaine de milliers d'habitants³². Le vivier des rebelles a ainsi été tari tandis que les déplacés, privés de toute ressource propre et incapables de maintenir les liens villageois dans cette masse humaine, sont tombés dans une dépendance totale envers l'aide humanitaire. Désœuvrés, humiliés, ils sont livrés à la surveillance et au harcèlement des agents du *National Security and Intelligence Bureau* (NSIB) du redoutable général Salah Abdallah « Gosh » et entourés des *janjawid* qui patrouillent à l'affût des hommes ou des femmes qui s'aventurent à l'extérieur en quête de bois de chauffe, de fourrage ou d'un travail. En l'absence de solution diplomatique, l'aide humanitaire a fragilisé les communautés déplacées et facilité *nolens volens* la stratégie du gouvernement.

Le choix consistant à confier la responsabilité d'une intervention militaire à l'Union Africaine a été un autre volet de la démission des pays occidentaux, qui se sont contentés d'assurer le financement de l'opération³³. Car l'Union Africaine est une organisation récente, encore dépourvue de capacités administratives et logistiques ; ses capacités opérationnelles ne sont en tous cas pas à la mesure de l'enjeu. Elle ne possède pas de structure militaire en propre : ni commandement unifié ni coordination des matériels et des procédures, sans même parler du problème linguistique entre arabophones, anglophones, francophones. La formation de ses troupes laisse dans l'ensemble à désirer, et les exigences de l'efficacité immédiate sur le terrain laissent peu de place à une possibilité d'entraînement en situation. Surtout, outre les ravages de la corruption, à la fois par détournement des fonds versés, mais aussi par les soupçons persistants de soudoiment de hauts responsables par le gouvernement soudanais, le mandat de la MUAS a été interprété dans son sens le plus restrictif, la protection des quelque trois cents observateurs du cessez-le-feu. Trop rares ont été les cas d'interposition pour prévenir des violations des droits de l'homme ou des violations flagrantes du cessez-le-feu ou

31 Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) assure ainsi la livraison de 450 000 tonnes de vivres par an.

32 Même si un nombre considérable de déplacés demeurent dans des zones rurales tenues par la rébellion. La « responsabilité » des agences de l'ONU dans la localisation des camps près des villes et des aéroports, pour des raisons de commodité, est matière à débat.

33 A 80 % par l'Union Européenne, et le reste par les Etats-Unis, le Canada, etc.

des embargos qui se déroulaient sous les yeux des patrouilles.

L'explication de cette passivité tient aussi au fait que, bien que la solde de la troupe ait été prise en charge par les pays occidentaux³⁴, elle n'était en réalité versée que partiellement et avec plusieurs mois de retard. La mission s'est donc transformée en pôle de trafics illicites³⁵.

Résumons : le problème n'est pas tant le nombre de soldats déployés que le mandat qui leur est imparti et leur motivation à le remplir. Il est vrai que les dernières résolutions (1706 et 1769) prévoient l'élargissement du mandat à la protection des civils, mais la population demeure soumise aux autorités locales et à un appareil de sécurité tout-puissant.

Des mouvements rebelles peu représentatifs et divisés

La population n'a par ailleurs pas grande protection à attendre des groupes rebelles, très affaiblis par leurs divisions internes et par le manque de soutien extérieur. Surtout, ces groupes rebelles poursuivent des objectifs qui vont pour les uns bien en deçà, pour les autres bien au-delà de la satisfaction des demandes de la population du Darfour...

Le MJE est certes farouchement voué à la chute du régime, mais peu sensible au sort de la population du Darfour en dehors de son étroite zone de recrutement. Par ailleurs, de par son idéologie islamiste, son rejet de l'intervention occidentale ne le cède en rien, au fond, à celui exprimé par le régime³⁶, et le contact n'a jamais été rompu entre les deux adversaires, liés par des années de complicité. Et son ralliement n'est pas à exclure si le régime se résolvait à une ouverture ethnique plus que politique et offrait à son leader un poste satisfaisant dans l'appareil d'État...

Le MLS étant le représentant de la masse des déplacés four (le plus grand peuple du Darfour, avec environ le tiers de la population), on pouvait s'attendre qu'il fût le plus malléable lors des négociations de paix : la priorité de ses supporters est de retrouver leurs foyers et sa capacité militaire est très modeste face à l'arsenal gouvernemental et à la violence déchaînée par les *janjawid*. Pourtant, à la surprise des observateurs, Abdelwahid Mohamed Nour maintient une position très rigide de rejet de l'accord, assuré qu'il était du soutien de la population des camps, qui exigeait des compensations décentes et des garanties sérieuses, en particulier le déploiement rapide d'une force de protection efficace. Son challenger Minni

34 à l'exception du contingent sud-africain

35 alcool importé du Tchad au grand dam de la population locale, réseaux de prostitution couverts par les plus hauts responsables militaires, commerce à la valise entre Dubai et les pays d'origine des contingents...

36 même si son mentor, le Dr Hassan el-Tourabi, fin dialecticien, appelle désormais de ses vœux l'intervention internationale au Darfour.

Minawi, lui-même, dépourvu de soutien populaire hors de son clan, ne se résolut à signer l'accord de paix que sous la promesse d'un déploiement rapide de Casques bleus³⁷.

La désagrégation en chaîne du camp rebelle

L'accord d'Abuja, loin de ramener la paix, fut donc le point de départ d'une fragmentation en chaîne des mouvements rebelles : certains responsables de l'équipe de négociation, ne comprenant pas le refus d'Abdelwahid Mohamed Nour de signer et voyant les bénéfices engrangés par Minni Minawi et les siens au détriment des Four, signèrent à Addis-Abeba un protocole d'adhésion à l'accord. D'autres, en quête d'alliances plus larges et d'une reprise des pourparlers, se fédérèrent sous l'appellation de G-19 (le groupe des 19), dirigé par le commandant Khamis Abdallah Abbakar. Celui-ci s'allia ultérieurement, sous la houlette de l'Érythrée, avec le MJE sous l'étiquette du NRF (New Redemption Front). Surtout, les jeunes commandants sur le terrain, se sentant abandonnés par un Abdelwahid Mohamed Nour exilé en Érythrée où il espérait recueillir quelque soutien, prirent leur autonomie et s'organisèrent sur une base locale. Certains, comme Abulqasim, rejoignirent les rangs gouvernementaux ; d'autres, réunis dans le « groupe des 32 » dirigé par Ahmed Abdelshafi', prétendirent évincer Abdelwahid Mohamed Nour de la direction du mouvement, rééditant la tentative de Minni Minawi à l'encontre d'un dirigeant civil qui n'a que peu de goût pour la dimension militaire de son combat.

L'Érythrée a tenté de rassembler ces groupes de jeunes commandants dénués d'expérience politique et même militaire pour leur insuffler une perspective qui dépasse les ambitions personnelles, le banditisme ou les conflits ethniques³⁸. Avec le soutien de trois pays proches du terrain, le Tchad, la Libye et l'Érythrée, s'est tenue en avril-mai 2007 à **Amaray** (arabisé en Umm Rai), près d'Anka en pays Zaghawa, une conférence des commandants destinée à structurer le mouvement sans Abdelwahid Mohamed Nour, désormais en exil en Europe. Mais la conférence ne réussit à réunir qu'une partie d'entre eux, engendrant un nouveau clivage politico-ethnique : la quasi-totalité des participants sont des zaghawa, issus du G-19 et de la faction de Minni Minawi de l'ALS : ils formeront le nouveau groupe ALS-Unity, parrainé par le Tchad et l'Érythrée et « coaché » par le Dr Shérif Harir. En revanche, les autres commandants Four, Meidob et Berti, plaident pour un mouvement authentiquement darfourien. Mais ces jeunes chefs de guerre n'ont pas le soutien de la population **des camps**, qui reste majoritairement acquise à Abdelwahid Mohamed Nour.

37 Entretien avec Minni Minnawi, El-Facher, juillet 2006

38 Entretien avec le Dr Sharif Harir, Asmara, mai 2007.

Cent fois sur le métier...

Ces commandants, pour la plupart membres du MLS³⁹, prétendent ne pas vouloir écarter la direction historique – entendez Abdelwahid Mohamed Nour - mais se concentrer prioritairement sur la réunification des groupes armés sur le terrain. Sous la houlette des Érythréens, forts de leur expérience en matière de luttes de libération, et appuyés par le SPLM et par l'Union Africaine et l'ONU, les cinq groupes rebelles issus de ces efforts se sont fédérés en juillet 2007 au sein d'un nouveau mouvement, le Front Uni de Libération et de Développement (FULD)⁴⁰. Sous l'égide de l'ONU, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, de la Ligue Arabe et de 14 pays⁴¹, ils ont adopté à Arusha, en Tanzanie le 5 août 2007, une plate-forme de revendications commune, préalable à de nouvelles négociations avec le gouvernement central, convoquée à Syrte en Libye le 27 octobre 2007. L'espoir de la communauté internationale est qu'ils accepteront de signer un Abuja II, enrichi de quelques concessions supplémentaires de Khartoum. Pour les Érythréens, le déséquilibre militaire (mais aussi diplomatique) entre, d'une part, les groupes rebelles et, d'autre part, le gouvernement soudanais est trop important pour espérer obtenir mieux que l'attribution de quelques postes et moyens financiers afin qu'ils puissent peser de l'intérieur sur l'évolution du régime aux côtés du SPLM. Pour Asmara, il importe en effet avant tout de sauver l'accord de Naivasha qui, à travers l'association du SPLM au pouvoir à Khartoum, garantit à l'Érythrée la neutralité bienveillante du Soudan dans son face-à-face conflictuel avec l'Éthiopie.

Mais, Abdelwahid Mohamed Nour a obstinément refusé de se rendre en Libye, exigeant en préalable le déploiement de Casques bleus et une amélioration sensible de la situation

39 parmi lesquels Suleiman Marjan, le principal chef militaire du mouvement, rejoint par Khamis Abdallah Abbakar et Adam Bakhit, qui avaient rejoint le NRF, ainsi qu'Ahmed Abdelshafi', qui a l'ambition de prendre la tête du mouvement.

40 Composé de :

- l'ALS-Commandement Unitaire, dirigée par le commandant Ahmed Yahia Ahmed ;
- l'ALS/MLS commandé par Khamis Abdallah Abbakar, secondé par le Dr Sharif Harir, la seule figure intellectuelle et politique d'envergure du FULD, ancien représentant de l'AFDS au sein de l'Alliance Nationale Démocratique, la confédération de l'ensemble des forces d'opposition au régime de Khartoum ;
- du Front des Forces Révolutionnaires Démocratiques ;
- du Mouvement National pour la Réforme et le développement (MNRD) d'obédience tchadienne ;
- de l'Alliance Fédérale Démocratique du Soudan (AFDS), mouvement exclusivement civil, dirigé depuis son exil londonien par Ahmed Diraij, ancien gouverneur du Darfour et fondateur il y a 25 ans du Darfour Development Front (DDF), la première expression politique autonome des peuples du Darfour.

Sur les développements post-Abouja, voir Jérôme Tubiana : « Darfour : une crise toujours plus complexe », ACF, Juillet 2007.

41 Ce « groupe de contact » comprend en particulier les Etats-Unis, la Chine, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Norvège, la Libye et l'Égypte.

sécuritaire au Darfour⁴². Et sans son aval, il est probable que tout accord de paix est voué à l'échec, d'autant qu'il a été rejoint dans son refus par le MJE du Dr Khalil Ibrahim, victime lui aussi d'une scission fomentée de l'extérieur, et par l'ALS-Unity du Dr Shérif Harir soutenue par l'Erythrée, tandis que Minni Minawi se terre au Darfour, à la suite de la volte-face récente de l'armée gouvernementale contre ses partisans.

Paix des braves ou paix des cimetières ?

Les perspectives sont donc sombres pour les déplacés. Certes, Khartoum, qui a atteint ses objectifs et s'est assuré, avec le concours de la Chine⁴³, de la passivité des pays occidentaux vis-à-vis de ses projets futurs, souhaite la paix. Le retour des déplacés dans leurs foyers n'est plus évoqué que de manière rhétorique ; il poserait d'ailleurs le problème de son accompagnement, non seulement en termes de reconstruction à l'identique des villages détruits, mais aussi de mise en place d'infrastructures et de services d'un niveau équivalent à celui des camps : accès aux soins médicaux, à l'eau courante, à l'éducation... Cette découverte d'un confort relatif est le meilleur allié de Khartoum dans sa volonté de ne renvoyer dans leurs villages que la main-d'œuvre nécessaire. Le désarmement des *janjawid*, devenus inutiles et parfois incontrôlables, n'est plus envisagé que sous forme d'intégration dans les rangs de l'armée et de ses forces subsidiaires.

Ce qui est en jeu pour le gouvernement soudanais, c'est l'échange de quelques postes et de moyens financiers pour le Darfour⁴⁴ contre la récupération du contrôle des ressources du Sud, pétrole et agro-business (qui a dû être partagé avec le SPLM à Naivasha), dont

42 Un autre poids lourd de la donne politique au Darfour — qui en compte peu — Suleïman Jamous, ancien responsable de la coordination humanitaire du SLM, réfugié depuis un an dans un hôpital contrôlé par l'ONU au Sud-Kordofan, pourrait être autorisé par Khartoum à se rendre à Tripoli pour donner quelque crédibilité à la rencontre et miner la position d'AbdelWahid.

43 Celle-ci, vilipendée par certains lobbies droits-de-l'homme pour son appui au régime de Khartoum, est en effet le premier partenaire du Soudan dans le domaine de l'exploitation pétrolière, et de la vente d'armement. Il est cependant équitable de rappeler que d'autres compagnies étrangères, y compris des firmes occidentales, sont ou ont été associées aux projets pétroliers de Khartoum, et ne se sont pas élevées contre les atrocités perpétrées par l'armée gouvernementale ou des milices sur les zones d'exploration pétrolière ; par ailleurs, l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de Sécurité de l'ONU ne concerne que le Darfour, ce qui le rend inapplicable en l'absence de clause de « destination finale » dans les contrats de vente d'armement à l'armée soudanaise. Cette lacune politico-juridique n'est pas spécifiquement imputable au gouvernement chinois. En tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, celui-ci, soucieux de ses bonnes relations avec les pays occidentaux, a par ailleurs laissé adopter nombre de résolutions contraignantes pour le Soudan qui, si elles avaient été appliquées, auraient d'ores et déjà permis de mettre un terme au conflit. La Chine, qui a nommé en septembre 2007 un officier de liaison au Darfour, s'est engagée à fournir une unité du Génie forte de 315 hommes dans le cadre de la force hybride ONU-Union Africaine.

44 La construction d'infrastructures et la mise en place de services sont de toutes façons nécessaires, comme au Sud-Soudan, pour une exploitation rentable du potentiel de la région au profit de la caste dirigeante de Khartoum et de ses agents locaux.

l'exploitation serait ouverte à la participation des firmes occidentales. En dépit des proclamations vertueuses de certains gouvernements en faveur des droits de l'homme, ce deal stratégique est en passe d'être conclu. Il n'est plus question de punir les auteurs des massacres, seule menace qui effrayait les dirigeants de Khartoum et pouvait les conduire à s'entredéchirer⁴⁵. La mise à l'index de quelques seconds couteaux ou de simples exécutants ne saurait de toutes façons tenir lieu de justice pour les victimes, ni de dissuasion à l'égard d'un gouvernement et d'un appareil de sécurité qui portent d'évidence une responsabilité collective dans les tueries.

Le drame de ce « Munich » tropical est qu'il intervient alors qu'une autre issue aurait été possible. Avec la résolution 1591 de mars 2005, l'ONU avait ouvert, bien que tardivement, la voie à des pressions efficaces contre les responsables de la politique gouvernementale : gel des avoirs financiers et interdiction de voyager à l'étranger. Plus que de sanctionner des exactions, il s'agissait de toucher, de manière ciblée, ces dirigeants à leur point sensible. Pour ses affaires ou ses loisirs, la caste dirigeante islamiste est en effet coutumière de déplacements dans les pays occidentaux⁴⁶, où elle a placé sa fortune et acquis des propriétés. Il aurait été aisé, dès le début de la contre-offensive gouvernementale, d'obtenir par ces pressions l'arrêt des bombardements aériens et du financement des *janjawid*, par exemple. La solution du conflit ne se trouve donc pas au Darfour, objet d'un « voyeurisme humanitaire » bien vain de la part des responsables politiques et des « témoins » occidentaux, mais à Khartoum. Le déploiement de Casques bleus n'apparaît que comme un moyen parmi d'autres — quid de l'appareil répressif du régime au Darfour, avec ses prisons secrètes où la torture est le lot quotidien des suspects ? — de mettre en œuvre une paix qui doit être obtenue par des engagements crédibles avant d'être mise en œuvre et vérifiée sur le terrain.

Il semble que les pays occidentaux n'ont pas pris la mesure des conséquences probables de leur passivité. Le Soudan est un géant que tiennent d'une main ferme des dirigeants compétents et soudés par les crimes commis depuis le coup d'Etat qui les a portés au pouvoir en 1989, par l'intérêt et par une vision commune du monde. Ces dirigeants sont imbus de leur supériorité tant à l'égard des démocraties occidentales que de leurs pairs arabes ou africains ;

45En mai 2007, le Tribunal Pénal International de La Haye a lancé un mandat d'arrêt contre deux personnalités accusées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité: Ahmed Haroun, promu depuis lors Ministre délégué aux Affaires Humanitaires est accusé d'avoir organisé les milices *janjawid*, tandis que Ali Kuchayb est le chef d'une importante bande de *janjawid*. Le président soudanais a rejeté l'arrestation de ces deux exécutants de la politique gouvernementale, tandis que le nouveau secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon a implicitement admis en septembre 2007 que la quête d'une solution négociée à la crise du Darfour était inconciliable avec la traduction en justice des responsables gouvernementaux.

46 sans oublier la Malaisie qui a pris le relais de l'Arabie Saoudite et Dubaï comme pôle privilégié de la galaxie financière du régime de Khartoum.

ils se sentent investis d'une mission et ne sont pas prêts à céder une once de leur pouvoir et de leurs richesses chèrement acquises. Le pétrole, enfin exploité à grande échelle, leur donne les moyens d'une politique à leur mesure : le pays s'équipe actuellement de moyens militaires sophistiqués (chasseurs MIG-30 auprès de la Biélorussie, par exemple) qui ne sont d'aucune utilité dans le cadre d'un conflit interne. En revanche, une fois la crise du Darfour réglée, ils pourront se tourner vers leurs prochains objectifs : reconquérir le Sud aujourd'hui doté de son propre gouvernement à la suite de l'accord de paix de Naivasha, puis mettre sous tutelle les pays voisins — Tchad et République Centrafricaine — avant de se mesurer à l'Éthiopie, l'autre puissance régionale émergente sous tutelle américaine. La crise du Darfour, et son règlement en trompe l'œil qui se profile, risquent donc d'avoir un impact négatif et à long terme sur l'ensemble de la sous-région, du golfe du Bénin gorgé de pétrole à la Corne de l'Afrique, gardienne de l'accès à la mer Rouge et au golfe Persique. Sans même évoquer l'effet désastreux à l'échelle planétaire de l'aveuglement mêlé de duplicité des puissances occidentales, et au premier chef de celle qui prétend assumer le « leadership global », auprès d'autres dictatures suffisamment habiles pour suivre l'exemple soudanais...
